

31 JANVIER 1991. — Arrêté royal autorisant la Régie des Télégraphes et des Téléphones à participer au capital et à la gestion de la « S.A. BRAINS » ayant pour objet social l'exploitation de services à valeur ajoutée, à savoir les services « on-line transaction processing » et un système d'« electronic data interchange » utilisant le même réseau

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 19 juillet 1930 créant la Régie des Télégraphes et des Téléphones, notamment l'article 1^{er}, alinéa 4, inséré par la loi du 7 décembre 1984;

Vu l'avis favorable de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 décembre 1990;

Sur la proposition de Notre Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones et de l'avis du 24 décembre 1990 de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La Régie des Télégraphes et des Téléphones est autorisée à prendre une participation de cinquante pour cent dans le capital de la « S.A. BRAINS ».

Elle peut également participer à la gestion de cette société.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} février 1991.

Art. 3. Notre Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 31 janvier 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,

M. COLLA

31 JANUARI 1991. — Koninklijk besluit waarbij de Regie van Telegrafie en Telefonie gemachtigd wordt deel te hebben in het kapitaal en het bestuur van de « N.V. BRAINS », die de exploitatie van diensten met toegevoegde waarde, te weten de « on-line transaction processing »-diensten en het systeem van « electronic data interchange » dat gebruik maakt van hetzelfde netwerk, tot doel heeft

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 19 juli 1930 tot oprichting van de Regie van Telegrafie en Telefonie, inzonderheid op artikel 1, 4e lid, ingevoegd bij de wet van 7 december 1984;

Gelet van het gunstig advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 december 1990;

Op de voordracht van Onze Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie en op het advies van 24 december 1990 van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De Regie van Telegrafie en Telefonie wordt gemachtigd een deelneming van vijftig percent in het kapitaal van de « N.V. BRAINS » te verwerven.

Zij wordt tevens gemachtigd deel te nemen aan het bestuur van deze vennootschap.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 februari 1991.

Art. 3. Onze Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 31 januari 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie,

M. COLLA

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 91 — 868

Arrêté royal relatif à l'exercice
de la profession d'accoucheuse

RAPPORT AU ROI

Sire,

Il est urgent de modifier l'arrêté royal du 16 octobre 1962 relatif à l'exercice de la profession d'accoucheuse, qui ne répond plus à la réalité du vécu professionnel.

Les arguments sont multiples :

- les progrès accomplis en obstétrique et en néonatalogie au cours de ces vingt dernières années;
- la libre circulation du diplôme au sein de la C.E.E. signée le 21 janvier 1980 (Directive 80/154/CEE);
- le champ d'activité minimum décrit dans la directive 80/155/CEE, article 4 :

« 1. assurer une bonne information et conseiller en matière de planification familiale;

2. constater la grossesse, puis surveiller la grossesse normale, effectuer les examens nécessaires à la surveillance de l'évolution de la grossesse normale;

3. prescrire ou conseiller les examens nécessaires au diagnostic le plus précoce possible de toute grossesse à risque;

4. établir un programme de préparation des futurs parents à leur rôle, assurer la préparation complète à l'accouchement et les conseiller en matière d'hygiène et d'alimentation;

MINISTERIE VAN VOLKGEZONDHEID
EN LEEFMILIEU

N. 91 — 868

Koninklijk besluit betreffende de uitoefening
van het beroep van vroedvrouw

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het is dringend noodzakelijk het koninklijk besluit van 16 oktober 1962 betreffende de uitoefening van het beroep van vroedvrouw te wijzigen aangezien het niet meer beantwoordt aan de realiteit van de beroepssituatie.

De argumenten zijn velerlei :

- de in de laatste twintig jaar geboekte vooruitgang in de verloskunde en de neonatologie;
- het vrije verkeer van het diploma binnen de E.E.G., ondertkend op 21 januari 1980 (Richtlijn 80/154/EEG);
- de minimale werkzaamheden opgesomd in de Richtlijn 80/155/EEG, artikel 4 :

« 1. goede voorlichting en adviezen over geboorteregeling verstrekken;

2. zwangerschap vaststellen en het normale verloop ervan blijven volgen, onderzoeken verrichten die nodig zijn voor het toezicht op het verloop van de normale zwangerschap;

3. de onderzoeken voorschrijven of adviseren die nodig zijn voor het zo vroeg mogelijk stellen van de diagnose van een zwangerschap met gevaar voor complicaties;

4. een programma opstellen ter voorbereiding op het ouderschap en de volledige voorbereiding op de bevalling en de ouders raadgevingen verstrekken over hygiëne en voeding;

5. assister la parturiente pendant le déroulement du travail et surveiller l'état du fœtus *in utero* par les moyens cliniques et techniques appropriés;

6. pratiquer l'accouchement normal lorsqu'il s'agit d'une présentation du vertex, y compris, au besoin, l'épisiotomie et en cas d'urgence pratiquer l'accouchement dans le cas d'une présentation du siège;

7. déceler chez la mère ou l'enfant les signes annonciateurs d'anomalies qui nécessitent l'intervention d'un médecin et assister ce dernier en cas d'intervention; prendre les mesures d'urgence qui s'imposent en l'absence du médecin, entre autres l'extraction manuelle du placenta suivie de la révision utérine éventuellement;

8. examiner le nouveau-né et en prendre soin; prendre toutes les initiatives qui s'imposent en cas de besoin et pratiquer, le cas échéant, la réanimation immédiate;

9. prendre soin de la parturiente, surveiller les suites de couches de la mère et donner tous les conseils utiles permettant le développement du nouveau-né dans les meilleures conditions;

10. pratiquer les soins prescrits par un médecin;

11. établir les rapports nécessaires. »

— Les exigences de formation décrites à l'annexe des dites directives;

— La définition de l'accouchement telle qu'elle a été formulée par l'Organisation mondiale de la santé et reprise par la Confédération internationale des sages-femmes (I.C.M.):

L'accoucheuse surveille, soigne et conseille les femmes pendant la grossesse, la parturition et le post partum; elle procède à l'accouchement sous sa propre responsabilité et soigne le nouveau-né pendant la période néo-natale. Sa tâche comporte les mesures préventives, le diagnostic de conditions anormales chez la mère et chez l'enfant.

Elle procure une assistance obstétricale et applique des mesures d'urgence en l'absence du médecin.

Elle a un rôle important de conseillère et d'éducatrice dans le domaine de la santé vis-à-vis des femmes, des couples, des familles et de la communauté. Sa tâche comporte l'éducation et la préparation des parents à leur rôle. Sa responsabilité s'étend par certains aspects aux domaines de la planification familiale et de la gynécologie.

Il est donc logique que les accoucheuses puissent, aussi bien au niveau national qu'Européen, accomplir les actes pour lesquels elles sont formées et assumer les responsabilités que l'on est en droit d'attendre d'une telle formation.

Commentaire des articles

Article 1. § 1er. Actuellement, les attestations de capacité ne sont plus accordées. Comme pour toutes les professions de santé, c'est la commission médicale du lieu d'exercice et non du lieu de résidence qui vise les titres.

Il est difficile d'établir une liste exhaustive des accouchements dont l'évolution sera probablement eutocique. Une définition de la grossesse normale et de l'accouchement eutocique paraît plus indiquée étant donné le programme de formation des accoucheuses.

Art. 2. Pour aucune profession de soins de santé, la législation ne prévoit la description d'une trousse de matériel.

Art. 3. Le problème des règles d'hygiène est isolé étant donné qu'il est d'application à tous les moments du travail de l'accoucheuse.

L'information et l'éducation sanitaires relèvent de la compétence des Communautés. Les directives concrètes promulguées par les départements communautaires seront appliquées par l'accoucheuse dans le cadre de l'exercice de sa profession.

Art. 4. § 1er. Le début de ce paragraphe est conforme à la Directive 155/CEE, article 4, n° 2 et 3.

§ 2. Il a été ajouté la tococardiométrie qui est une méthode de surveillance qui s'est généralisée.

La pelvimétrie externe est supprimée parce que l'appréciation clinique de l'état et de la perméabilité de la filière pelvienne ne se pratique plus à l'aide d'un tel instrument (pelvimètre).

La demande d'examen sanguins et des échographies répond aux n° 2 et 3 de l'article 4 de la Directive 155/CEE.

Art. 5. Cet article reprend et modifie la deuxième partie de l'ancien article 5.

5. de vrouw tijdens de bevalling bijstaan en de toestand van de fœtus *in utero* volgen met behulp van passende klinische en technische middelen;

6. normale bevallingen verrichten bij achterhoofdsligging en daarbij zo nodig episiotomie toepassen, alsmede in noodgevallen bevallingen verrichten bij stuitligging;

7. bij moeder en kind de tekenen van stoornissen onderkennen waarbij het ingrijpen van een geneesheer vereist is en hem in geval van ingreep assisteren; bij afwezigheid van de geneesheer de nodige spoedmaatregelen nemen, onder andere de manuele placenta verwijdering en eventueel daarna de baarmoeder inwendig onderzoeken;

8. de pasgeborene onderzoeken en verzorgen; zo nodig alle nodige maatregelen nemen en in voorkomend geval onmiddellijk reanimatie toepassen;

9. de kraamvrouw verzorgen, toezien op de gevolgen van de bevalling voor de moeder en alle nuttige adviezen verstrekken, zodat de pasgeborene zich in de beste omstandigheden kan ontwikkelen;

10. de door een geneesheer voorgeschreven behandeling toepassen;

11. de nodige schriftelijke verslagen opstellen. »

— Het opleidingsprogramma beschreven in de bijlage bij voornoemde richtlijnen;

— De omschrijving van de vroedvrouw opgesteld door de Wereldgezondheidsorganisatie en overgenomen door de Internationale Confederatie van vroedvrouwen (I.C.M.):

« L'accoucheuse surveille, soigne et conseille les femmes pendant la grossesse, la parturition et le postpartum; elle procède à l'accouchement sous sa propre responsabilité et soigne le nouveau-né pendant la période néo-natale. Sa tâche comporte les mesures préventives, le diagnostic de conditions anormales chez la mère et chez l'enfant.

« Elle procure une assistance obstétricale et applique des mesures d'urgence en l'absence du médecin.

« Elle a un rôle important de conseillère et d'éducatrice dans le domaine de la santé vis-à-vis des femmes, des couples, des familles et de la communauté. Sa tâche comporte l'éducation et la préparation des parents à leur rôle. Sa responsabilité s'étend par certains aspects aux domaines de la planification familiale et de la gynécologie. »

Het is bijgevolg logisch dat de vroedvrouwen, zowel op nationaal als op Europees niveau, de werkzaamheden waarvoor ze werden opgeleid moeten kunnen uitoefenen en de verantwoordelijkheden opnemen die deze opleiding met zich brengt.

Toelichting bij de artikelen

Artikel 1. § 1. Tegenwoordig worden de bekwaamheidsgetuigschriften niet meer toegekend. Zoals voor alle beroepen in de gezondheidssector, worden de titels geïssueerd door de medische commissie van de plaats waar men het beroep uitoefent en niet van de verblijfplaats.

Het is moeilijk om een volledige lijst op te stellen van de bevallingen waarvan de evolutie waarschijnlijk normaal zal verlopen. Een omschrijving van een normale zwangerschap en van een normale bevalling lijkt meer aangewezen gezien het opleidingsprogramma van de vroedvrouwen.

Art. 2. De wetgeving voorziet, voor geen enkel beroep binnen de gezondheidssector, in de beschrijving van de instrumententas.

Art. 3. Het probleem van de hygiënevoorschriften wordt afzonderlijk behandeld daar het probleem zich op ieder ogenblik van de beroepsuitoefening stelt.

Gezondheidsvoorlichting en opvoeding behoren tot de bevoegdheid van de gemeenschappen. De praktische richtlijnen uitgevaardigd door de gemeenschapsdepartementen zullen door de vroedvrouw toegepast worden in het kader van haar beroepsuitoefening.

Art. 4. § 1. Het begin van deze paragraaf stemt overeen met de Richtlijn 155/EG, artikel 4, nr. 2 en 3.

§ 2. Aan de lijst werd de tococardiometrie toegevoegd daar deze methode van toezicht algemeen wordt toegepast.

De uitwendige pelvimetrie werd geschrapt omdat de klinische beoordeling van de toestand en van de permeabiliteit van het baringskanaal niet meer d.m.v. een dergelijk instrument gebeurt (bekkenmeter).

Het aanvragen van bloedonderzoeken en van echografieën beantwoordt aan de punten 2 en 3 van artikel 4 van de Richtlijn 155/EG.

Art. 5. Dit artikel herneemt en wijzigt het tweede deel van het oude artikel 5.

Actuellement, l'amniotomie est pratiquée dans de nombreux cas, avant 6 cm de dilatation et ce, au bénéfice de la qualité du travail.

Le point 8 de l'article 4 des directives de la CE 80/155/CE dispose que l'accoucheuse examine le nouveau-né et en prend soin, et qu'elle prend en cas de besoin toutes les initiatives qui s'imposent pour pratiquer une réanimation immédiate.

Quant à la possibilité de procéder à la suture périnéale à la suite d'une déchirure ou d'une épisiotomie, le projet d'arrêté se base sur la législation en vigueur dans les pays voisins : France, Pays-Bas, pays scandinaves.

En outre, on s'est basé, d'une part, sur l'article 4 des directives de la CE 80/155/CE (champ d'activité) et, d'autre part, sur leur annexe (programme de formation).

On a également tenu compte de la modification récente à la directive adoptée par le Comité consultatif pour la formation des sages-femmes (document III/D/708/2/87 du 18 novembre 1987).

Ce texte est libellé comme suit : « Le texte anglais a été modifié pour l'aligner sur les autres textes et comporte l'expression « Performance of episiotomy » plutôt que « experience of ».

Tous les textes ont été modifiés pour que figure l'indication « initiation into suturing (initiation à la suture) y compris la suture d'une laceration du périnée ainsi que la suture de l'épisiotomie. »

Art. 6. Cet article reprend partiellement l'arrêté royal du 16 octobre 1962 avec une modification du point 3. Actuellement, l'anesthésie épidurale est très souvent appliquée dans les maternités. La mise en place et l'entretien (réinjections) d'une anesthésie sont des actes médicaux qui ne peuvent être confiés à une accoucheuse.

L'avis des Académies royales n'a pas été suivi à cet égard. Il s'agit d'un acte médical à risque.

Art. 7. L'accoucheuse est à même de constater les signes pathologiques aux différents stades de la grossesse, du travail et de l'accouchement, ainsi que de prendre les mesures nécessaires en attendant l'aide médicale.

Art. 9. Compte tenu de la rapidité de l'évolution de l'obstétrique, l'exigence d'une formation permanente est indispensable au maintien de la qualité professionnelle.

Cette mesure législative existe dans d'autres pays du Marché commun.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Ministre des Affaires sociales,
Ph. BUSQUIN

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre des Affaires sociales, le 6 août 1990, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal « relatif à l'exercice de la profession d'accoucheuse », a donné le 6 septembre 1990 l'avis suivant :

I. Observations générales

1. Le projet a pour objet d'adapter la réglementation de la profession d'accoucheuse, d'une part, aux développements qui se sont produits dans la profession et, d'autre part, à la directive du Conseil des Communautés européennes du 21 janvier 1980 visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'accès aux activités de la sage-femme et l'exercice de celles-ci (80/155/CEE). Il trouve son fondement légal notamment dans l'article 2, § 2, de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, qui autorise les titulaires du diplôme d'accoucheuse à exercer la pratique des accouchements eutociques et habilite le Roi à déterminer les règles que les accoucheuses sont tenues d'observer dans la pratique des accouchements.

Tegenwoordig wordt de amniotomie in vele gevallen uitgevoerd vooraleer de dilatatie 6 cm bedraagt en dit ten gunste van de kwaliteit van de arbeid.

Punt 8 van artikel 4 van de richtlijnen van de EG 80/155/EG bepaalt dat de vroedvrouw de pasgeborene onderzoekt en verzorgt en indien nodig de maatregelen neemt om onmiddellijke reanimatie toe te passen.

Wat de mogelijkheid betreft om over te gaan tot het hechten van een perineumruptuur of van een episiotomie, is het koninklijk besluit gebaseerd op de wetgeving die van kracht is in de buurlanden : Frankrijk, Nederland, Scandinavische landen.

Bovendien werd enerzijds gesteund op artikel 4 van de richtlijnen van de EG 80/155/EG (werkterrein) en anderzijds op de bijlage (opleidingsprogramma) ervan.

Er werd eveneens rekening gehouden met de recente wijziging aan de Richtlijn zoals goedgekeurd door de Raadgevend Comité voor de opleiding van verloskundigen (dokument III/D/708/2/87 van 18 november 1987).

Deze tekst luidt als volgt : « De Engelse tekst werd gewijzigd en aan de overige teksten aangepast om als volgt te luiden : « performance of episiotomy » in plaats van « experience of ».

Alle teksten werden gewijzigd en vermelden het leren hechten « waaronder is begrepen het hechten van een scheuring van het perineum alsook van een episiotomie. »

Art. 6. Dit artikel werd grotendeels overgenomen van het koninklijk besluit van 16 oktober 1962 waarbij punt 3 werd vervangen. Heden wordt in de materniteiten de epidurale anesthesie veelvuldig toegepast. Het plaatsen en het onderhouden (bijspuiten) van anesthesie zijn medische handelingen die niet kunnen worden toevertrouwd aan een vroedvrouw.

Het advies van de Koninklijke Academieën werd hierin niet gevolgd. Het betreft een medische handeling met risico.

Art. 7. De vroedvrouw is in staat in de verschillende stadia van de zwangerschap, arbeid en bevalling om de pathologische tekens vast te stellen en de noodzakelijke maatregelen te nemen in afwachting van geneeskundige hulp.

Art. 9. Gezien de snelheid waarmee de verloskunde evolueert, is een permanente vorming onontbeerlijk voor het behoud van de beroepsbekwaamheid.

Deze wettelijke maatregel bestaat in andere landen van de Europese Gemeenschap.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Sociale Zaken,
Ph. BUSQUIN

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste vakantiekamer, op 6 augustus 1990 door de Minister van Sociale Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « betreffende de uitoefening van het beroep van vroedvrouw », heeft op 6 september 1990 het volgende advies gegeven :

I. Algemene opmerkingen

1. Het ontwerp strekt ertoe de regeling van het beroep van vroedvrouw aan te passen, enerzijds, aan de ontwikkelingen die zich in het beroep hebben voorgedaan, anderzijds, aan de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 21 januari 1980 inzake de coördinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende de toegang tot en de uitoefening van de werkzaamheden van verloskundige (80/155/EEG). Het vindt zijn rechtsgrond inzonderheid in artikel 2, § 2, van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies, dat de houders van een diploma van vroedvrouw toestaat de praktijk van de normale bevallingen te doen en de Koning machtigt de regels vast te stellen welke de vroedvrouwen in de praktijk van de bevallingen moeten naleven.

La réglementation nouvelle détermine notamment les actes que les accoucheuses peuvent ou doivent accomplir (articles 2, §§ 1er et 2, 5, §§ 2 et 3, 6) et définit les obligations qu'elles sont tenues de respecter dans l'exercice de leur profession (articles 2, §§ 3 et 4, 3, 4, § 1er, 6bis, 7, 8 et 9).

2. La compétence pour régler l'exercice de la profession d'accoucheuse n'est expressément attribuée par la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ni à l'Etat, ni aux Communautés, ni aux Régions. Toutefois, lors de la discussion au Parlement de l'article 5, § 1er, II, de la loi spéciale du 8 août 1980, la compétence de l'Etat pour régler l'exercice de la médecine et des professions paramédicales fut expressément confirmée (Doc. Sénat, 434-2 (1979-1980), pp. 124-125. Doc. Chambre, 627-10 (1979-1980), p. 52).

Sans préjudice de ce qui sera exposé ci-après au point 3, il peut, dès lors, être raisonnablement admis qu'il appartient à l'autorité nationale de régler l'exercice de la profession d'accoucheuse.

3. L'article 4 de la directive 80/155/CEE, précitée, du 21 janvier 1980, définit les activités auxquelles les sages-femmes doivent en tout état de cause avoir accès et pour l'exercice desquelles elles doivent être habilitées.

Parmi ces activités, les suivantes ne figurent pas au projet :

- point 1, assurer une bonne information et conseiller en matière de planification familiale;
- point 4, établir un programme de préparation des futurs parents à leur rôle, assurer la préparation complète de l'accouchement et les conseiller en matière d'hygiène et d'alimentation;
- une partie du point 7, à savoir : assister le médecin en cas d'intervention;
- une partie du point 8, à savoir : pratiquer la réanimation.

C'est à juste titre que le projet ne mentionne ni l'activité consistant à assurer une bonne information et à conseiller en matière de planification familiale, ni celle consistant à établir un programme de préparation des futurs parents, ces matières faisant partie de la politique de santé, y compris l'éducation sanitaire ainsi que les activités et services de médecine préventive, et de la politique familiale, en ce compris toutes les formes d'aide et d'assistance aux familles, qui sont de la compétence des Communautés en vertu de l'article 5, § 1er, I, 1^o et 2^o, et II, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 (Cour d'arbitrage, arrêt n^o 20/89 du 13 juillet 1989). Il appartient dès lors aux Communautés de donner exécution à la directive sur ce point.

Peut par contre être considérée comme relevant de la compétence nationale, l'activité consistant à conseiller les parents en matière d'hygiène et d'alimentation, dans la mesure où il devrait être plus clairement exprimé dans le texte qu'elle entre dans le cadre de la préparation de l'accouchement.

L'assistance à apporter au médecin intervenant et la pratique de la réanimation sont des activités qui devraient de toute manière figurer dans le projet si l'on veut assurer une exécution intégrale de la directive.

4. Dans le texte néerlandais du projet, il est fait usage de quelques termes français, notamment « (uitdrijving) à terme ».

Selon les déclarations du fonctionnaire délégué, les termes utilisés sont à ce point courants dans le milieu professionnel concerné qu'il est indiqué de les conserver.

II. Observations particulières

Préambule

Il conviendrait d'adapter comme suit le premier alinéa du préambule :

« Vu l'arrêté royal n^o 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, notamment l'article 2, § 2, et les articles 46 et 50, § 2, modifiés par la loi du 20 décembre 1974; ».

Le projet n'a pas pour objet de transposer dans le droit national la directive du Conseil des Communautés européennes du 21 janvier 1980 visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres de sage-femme et comportant des mesures destinées à faciliter l'exercice effectif du droit d'établissement et de libre

De nieuwe regeling bepaalt inzonderheid de handelingen welke door de vroedvrouwen kunnen of moeten worden verricht (artikelen 2, §§ 1 en 2, 5, §§ 2 en 3, 6) en stelt de verplichtingen vast welke zij bij de uitoefening van hun beroep moeten naleven (artikelen 2, §§ 3 en 4, 3, 4, 5, § 1, 6bis, 7, 8 en 9).

2. De bevoegdheid om de uitoefening van het beroep werd door de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen niet uitdrukkelijk aan de Staat, de Gemeenschappen of de Gewesten toegewezen. Wel werd tijdens de parlementaire bespreking van artikel 5, § 1, II, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 de bevoegdheid van de Staat om de uitoefening van de geneeskunde en de paramedische beroepen te regelen uitdrukkelijk bevestigd (St. Senaat, 434-2 (1979-1980), pp. 124-125; St. Kamer, 627-10 (1979-1980), p. 52).

Redelijkerwijze en onverminderd wat hierna onder punt 3 wordt uiteengezet, mag dan ook worden aanvaard dat het de nationale overheid toekomt de uitoefening van het beroep van vroedvrouw de regelen.

3. Artikel 4 van voormelde richtlijn 80/155/EEG van 21 januari 1980 bepaalt de werkzaamheden waartoe de verloskundigen alleszins toegang moeten hebben en gemachtigd moeten worden ze uit te oefenen.

Van deze werkzaamheden zijn niet in het ontwerp opgenomen :

- punt 1, m.n. het verstrekken van goede voorlichting en adviezen over geboorteregeling;
- punt 4, m.n. het opstellen van een programma ter voorbereiding op het ouderschap en de volledige voorbereiding op de bevalling en het verstrekken aan de ouders van raadgevingen over hygiëne en voeding;
- een gedeelte van punt 7, m.n. het assisteren van de geneesheer in geval van ingreep;
- een gedeelte van punt 8, m.n. het toepassen van reanimatie.

Het verstrekken van goede voorlichting en adviezen over geboorteregeling alsmede het opstellen van een programma ter voorbereiding op het ouderschap komen terecht niet voor in het ontwerp: deze materies maken deel uit van het gezondheidsbeleid, daarin begrepen de gezondheidsopvoeding en de preventieve gezondheidszorg, alsmede van het gezinsbeleid, daarin begrepen alle vormen van hulp en bijstand aan gezinnen, welke krachtens artikel 5, § 1, I, 1^o en 2^o, en II, 1^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, zaak zijn van de Gemeenschappen (Arbitragehof, arrest nr. 20/89 van 13 juli 1989). Het komt derhalve de Gemeenschappen toe de richtlijn op die punten uit te voeren.

Het verstrekken aan de ouders van raadgevingen over hygiëne en voeding kan wel tot de nationale bevoegdheid worden gerekend in de mate dat in de tekst meer tot uiting wordt gebracht dat het deel uitmaakt van de voorbereiding op de bevalling.

Het assisteren van de bijgeroepen geneesheer en het toepassen van reanimatie moeten, met het oog op de volledige uitvoering van de richtlijn, alleszins in het ontwerp worden opgenomen.

4. In de Nederlandse tekst van het ontwerp worden soms franstalige termen, zoals bv. uitdrijving à terme, gebruikt.

Naar het zeggen van de gemachtigde ambtenaar zijn de gebruikte termen in het betrokken beroepsmilieu zo zeer ingeburgerd dat het behoud ervan aangewezen is.

II. Bijzondere opmerkingen

Aanhef

De eerste aanhefverwijzing dient te worden aangepast als volgt :

« Gelet op het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies, inzonderheid op artikel 2, § 2, en op de artikelen 46 en 50, § 2, gewijzigd bij de wet van 20 december 1974; ».

Het ontwerp beoogt niet de omzetting in nationaal recht van de Richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 21 januari 1980 inzake de onderlinge erkenning van de diploma's, certificaten en andere titels van de verloskundige, tevens houdende maatregelen tot vergemakkelijking van de daadwerkelijke uitoefe-

prestation de services (80/154/CEE); il est superflu, dès lors, de s'y référer et il conviendrait d'omettre cet alinéa.

Il conviendrait de compléter comme suit l'alinéa 3 du préambule : « ... et l'exercice de celles-ci, modifiée par la directive 89/594/CEE du 30 octobre 1989; ».

La mention, dans les alinéas 7 et 8 du préambule, du motif pour lequel il est dérogé à l'avis des Académies royales de médecine de Belgique permet de présumer qu'il est fait application de l'article 46, § 1er, alinéa 5, de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1987, précité, qui dispose que si les Académies de médecine rendent un avis sans consultation préalable des facultés, le Roi ne peut s'en écarter que par un arrêté motivé; dans ce cas toutefois, l'avis des Académies doit être publié en même temps que l'arrêté.

Il paraît plus logique au surplus, de faire suivre immédiatement la mention de cet avis par la motivation de la dérogation susvisée.

Il serait préférable, dès lors, de restructurer les alinéas 7 et 8 du préambule sous forme d'un alinéa 5 et d'un alinéa 6, et de les rédiger comme suit :

« Considérant que l'avis des Académies ne peut être entièrement suivi;

Considérant, en effet, que l'exécution et l'entretien d'une anesthésie... (la suite comme dans le projet). »

Articles 1er et 2

Tel qu'il est rédigé, l'article 1er réitère les conditions auxquelles il faut satisfaire pour exercer la profession d'accoucheuse. Ces conditions étant déjà fixées par l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1987, l'article est, dès lors, superflu.

L'article 1er est, au surplus, incomplet dans la mesure où un certain nombre d'accoucheuses, notamment celles visées à l'article 44septies de l'arrêté royal n° 78, précité, ne sont pas soumises à la réglementation.

Il a cependant été communiqué au Conseil d'Etat que le Gouvernement entend rendre applicable la réglementation soumise à son avis à toutes les accoucheuses pouvant s'établir en Belgique ou y accomplir des prestations en cette qualité.

Compte tenu de ce qui précède, il pourrait être indiqué d'omettre l'article 1er et de faire commencer comme suit l'article 2, devenant l'article 1er :

« Article 1er. § 1er. L'accoucheuse autorisée à exercer en Belgique la profession d'accoucheuse ou à y accomplir des prestations en qualité d'accoucheuse, est habilitée à... ».

Dans cette hypothèse, il conviendrait d'adapter la numérotation des articles suivants.

Dans le texte néerlandais de l'article 2, § 1er, *in fine*, il y aurait lieu d'écrire : « ... het normale post-partum... ».

Au point de vue de la légistique, il serait préférable d'insérer dans le paragraphe 1er, sous la forme d'un alinéa 2, le paragraphe 2 qui donne simplement une définition de la notion de « grossesse normale », qui apparaît dans le paragraphe 1er.

Par analogie avec le texte français, il conviendrait d'écrire dans le texte néerlandais du même paragraphe, *in fine* : « ... à terme, vooreerst van de foetus in achterhoofdligging en vervolgens van de placenta ».

Si la disposition du paragraphe 3 doit être lue comme une obligation imposée à l'accoucheuse, il serait préférable de la rédiger comme suit :

« L'accoucheuse est tenue de prendre les dispositions nécessaires pour remédier dans les plus brefs délais à des complications imprévues. »

Dans le texte néerlandais du paragraphe 4, première phrase, l'équivalent des mots « prise en charge », figurant dans le texte français, fait défaut. Il appartient au Gouvernement de déterminer comment il y aura lieu de remédier à la discordance entre le texte français et le texte néerlandais.

Enfin, il a été communiqué au Conseil d'Etat que dans le paragraphe 4, deuxième phrase, *in fine*, les mots « personnes concernées » ne s'appliquent qu'à l'accoucheuse et à sa cliente. Dans un souci de clarté, il paraît préférable, dès lors, de rédiger cette disposition comme suit :

« Le dossier mentionne notamment le nom du gynécologue et la dénomination de l'hôpital auxquels la cliente pourra être renvoyée. Le gynécologue et l'hôpital sont choisis de commun accord entre l'accoucheuse et la cliente. »

Article 3

Conformément à la terminologie utilisée à l'article 5, § 2, il conviendrait d'écrire, dans le texte néerlandais, après le premier tiret : « de diagnose van de zwangerschap te stellen », et après le dernier tiret : « tijdens het post-partum de verzorging te verzekeren en het toezicht uit te oefenen ».

ning van het recht van vestiging en vrij verrichten van diensten (80/154/EEG); de verwijzing ernaar is dan ook overbodig en dient te worden geschrapt.

De derde aanhefverwijzing dient te worden aangevuld als volgt : « ... verloskundige, gewijzigd bij de richtlijn 89/594/EEG van 30 oktober 1989; ».

De vermelding, in de zevende en achtste aanhefbepaling, van de reden waarom wordt afgeweken van het advies van de Koninklijke Academiën voor geneeskunde laat vermoeden dat toepassing werd gemaakt van artikel 46, § 1, vijfde lid, van voormeld koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1987 dat bepaalt dat, wanneer de Academiën voor geneeskunde een advies geven zonder vooraf de faculteiten te hebben geraadpleegd, de Koning daar alleen kan van afwijken in een met redenen omkleed besluit; in dat geval moet evenwel het advies van de Academiën tegelijk met het besluit worden bekendgemaakt.

Het lijkt daarenboven logischer de motivering van die afwijking onmiddellijk te laten volgen op de vermelding van dit advies.

De zevende en achtste aanhefbepaling worden daarom best als een vijfde en een zesde aanhefbepaling gestructureerd, te stellen als volgt :

« Overwegende dat het advies van de Academiën niet volledig kan worden gevolgd;

Overwegende inderdaad dat het uitvoeren en het instandhouden van een anesthesie... (voorts zoals in het ontwerp). »

Artikelen 1 en 2

Zoals het is gesteld, herneemt artikel 1 de voorwaarden waaraan moet worden voldaan om het beroep van vroedvrouw uit te oefenen. Die voorwaarden zijn reeds vastgesteld bij het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1987; het artikel is dan ook overbodig.

Het is bovendien onvolledig in zover een aantal vroedvrouwen, onder meer deze bedoeld in artikel 44septies van genoemd koninklijk besluit nr. 78, niet aan de regeling onderworpen worden.

Aan de Raad van State is nochtans meegedeeld dat het de bedoeling is de voorgelegde regeling toepasselijk te maken op alle vroedvrouwen die zich in België kunnen vestigen of er prestaties als vroedvrouw verrichten.

Rekening gehouden met wat voorafgaat, kan het aangewezen zijn het eerste artikel te schrappen en artikel 2, dat artikel 1 wordt, te laten aanvangen als volgt :

« Artikel 1. § 1. De vroedvrouw welke gerechtigd is in België het beroep van vroedvrouw uit te oefenen of er prestaties als vroedvrouw te verrichten, is bevoegd om... ».

De volgende artikelen dienen in dat geval vernummerd te worden.

In artikel 2, § 1, *in fine*, schrijve men in de Nederlandse tekst : « ... het normale post-partum... ».

Paragraaf 2, dat enkel een omschrijving geeft van het in paragraaf 1 gehanteerde begrip « normale zwangerschap », zou wetgevingstechnisch beter als een tweede lid in paragraaf 1 worden opgenomen.

In fine van deze paragraaf schrijve men, naar analogie met de Franse tekst : « ... à terme, vooreerst van de foetus in achterhoofdligging en vervolgens van de placenta ».

Indien de bepaling van paragraaf 3 moet worden gelezen als een verplichting welke de vroedvrouw wordt opgelegd, kan zij beter worden geredigeerd als volgt :

« De vroedvrouw is verplicht de nodige schikkingen te nemen om onvoorziene verwikkelingen binnen de kortst mogelijke tijd te verhelpen. »

In de Nederlandse tekst van paragraaf 4, eerste volzin, is geen weergave te vinden van de woorden « prise en charge ». Het komt de Regering toe te bepalen op welke wijze het gebrek aan overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst dient te worden weggewerkt.

Ten slotte is aan de Raad van State meegedeeld dat in paragraaf 4, tweede volzin, met « betrokkenen » enkel de vroedvrouw en haar of zijn cliënte zijn bedoeld. Duidelijkheidshalve lijkt deze bepaling daarom beter te worden geredigeerd als volgt :

« Het dossier vermeldt inzonderheid de naam van de gynécoloog en de benaming van het ziekenhuis, waarnaar de cliënte kan worden verwezen. De gynécoloog en het ziekenhuis worden gekozen na overleg tussen de vroedvrouw en de cliënte. »

Artikel 3

In overeenstemming met de in artikel 5, § 2, gebruikte terminologie, schrijve men na het eerste streepje : « de diagnose van de zwangerschap te stellen » en na het laatste streepje : « tijdens het post-partum de verzorging te verzekeren en het toezicht uit te oefenen ».

Article 5

Il conviendrait de faire commencer la disposition du paragraphe 1er comme suit :

« Au cours de la surveillance du déroulement de la grossesse, l'accoucheuse... ».

Au paragraphe 2, il y aurait lieu d'adapter la phrase introductive comme suit :

« ...de la grossesse et doit procéder... en effectuant les examens et actes suivants : ».

Dans le texte néerlandais du 1^o, il conviendrait d'écrire :

« 1^o het wegen; ».

L'alinéa 2 de ce paragraphe contient une simple déclaration d'intention; il n'a aucune portée normative et il serait, dès lors, préférable de l'omettre.

Le paragraphe 3 habilite l'accoucheuse à prescrire certains médicaments, à savoir, selon le fonctionnaire délégué, ceux qui sont d'une utilité immédiate pour le bon déroulement d'un accouchement normal.

Toutefois, en vue d'édicter une disposition de l'espèce, le Roi ne trouve aucun fondement légal dans l'article 2 de l'arrêté royal n^o 78, précité, du 10 novembre 1967, d'autant que l'article 21 du même arrêté, qui contient des règles spécifiques en matière de prescriptions de médicaments, mentionne exclusivement « le médecin ou le praticien de l'art dentaire ».

La disposition en projet ne peut, dès lors, être prise que par le législateur ou en vertu d'une délégation donnée par celui-ci au Roi.

En attendant, il y aurait lieu d'omettre le paragraphe 3 ainsi que la disposition connexe, figurant à l'article 6, troisième tiret.

Article 6

Sur la base des précisions fournies par le fonctionnaire délégué, il conviendrait, au surplus, d'adapter comme suit le texte de la disposition suivant le quatrième tiret :

« procéder à toute suture du périnée, également en cas d'épisiotomie, à condition qu'il n'y ait pas de lésion sphinctérienne ».

Article 6bis

Pour des motifs de légistique, il convient de numéroter les dispositions de l'arrêté en projet de manière continue et d'omettre la mention d'un article bis.

Il conviendrait d'écrire, au surplus, au point 4 du texte français : « ...version interne et d'extraction... » et au point 3 du texte néerlandais : « uitvoeren of instandhouden van een algemene... ».

Article 7

Dans le texte néerlandais, il y aurait lieu d'écrire :

« Indien de vroedvrouw gedurende het toezicht op het verloop van de zwangerschap en... op een geneesheer of de overbrenging naar een ziekenhuis beslissen... ».

« In geval van maternale of neonatale sterfte... ».

Article 9

Dans le texte français, il serait préférable d'écrire « L'accoucheuse a l'obligation de se tenir... » au lieu de « L'accoucheuse est tenue de se tenir... ».

Article 10

Il est proposé d'adapter le texte comme suit :

« Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont punies des peines prévues à l'arrêté royal n^o 78... (la suite comme dans le projet) ».

La chambre était composée de :

MM. :

J. Nimmegeers, président de chambre;

J. Vermeire;

Mme S. Vanderhaegen,
conseillers d'Etat;

MM. :

G. Schrans et E. Wymeersch, assesseurs de la section de législation;

Mme F. Lievens, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de Mme Vanderhaegen.

Le rapport a été présenté par M. M. Van Damme, auditeur.

Le greffier,
F. Lievens.

Le président,
J. Nimmegeers.

Artikel 5

Men late de bepaling van paragraaf 1 aanvangen als volgt :

« Gedurende het toezicht op het verloop van de zwangerschap moet... ».

In paragraaf 2 passe men de inleidende zin aan als volgt :

« ...door de volgende onderzoeken en handelingen te verrichten : ».

In de Nederlandse tekst van 1^o schrijve men :

« 1^o het wegen; ».

Het tweede lid van deze paragraaf bevat enkel een intentieverklaring; het heeft geen normatieve draagwijdte en kan dan ook beter worden geschrapt.

In paragraaf 3 wordt aan de vroedvrouw de bevoegdheid verleend om bepaalde geneesmiddelen voor te schrijven, met name de geneesmiddelen welke, aldus de gemachtigde ambtenaar, van onmiddellijk nut zijn voor het goede verloop van een normale bevaling.

Voor het vaststellen van een dergelijke bepaling vindt de Koning evenwel geen rechtsgrond in artikel 2 van voornoemd koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967, te meer daar artikel 21 van hetzelfde besluit, dat een specifieke regeling met betrekking tot de geneesmiddelenvoorschrift en bevat, uitsluitend gewag maakt van « de geneesheer of de beoefenaar van de tandheelkunde ».

De ontworpen bepaling kan dan ook alleen genomen worden door de wetgever of krachtens een door de wetgever gegevens delegatie aan de Koning.

In afwachting dient paragraaf 3 te worden geschrapt, evenals de daarmee samenhangende bepaling in artikel 6, derde streepje.

Artikel 6

Op grond van de door de gemachtigde ambtenaar gegeven toelichting, dient daarenboven de bepaling na het vierde streepje in het Nederlands te worden aangepast als volgt :

« bij intacte aarsfincer overgaan tot het hechten van het perineum, ook in geval van een episiotomie ».

Artikel 6bis

Om legistische redenen is het aangewezen de bepalingen van het besluit doorlopend te nummeren en de vermelding van een bis-artikel te laten wegvallen.

Voorts schrijve men in punt 3 van Nederlandse tekst : « uitvoeren of instandhouden van een algemene... » en in punt 4 van de Franse tekst : « ...version interne et d'extraction... ».

Artikel 7

Men schrijve in de Nederlandse tekst :

« Indien de vroedvrouw gedurende het toezicht op het verloop van de zwangerschap en... op een geneesheer of de overbrenging naar een ziekenhuis beslissen... ».

« In geval van maternale of neonatale sterfte... ».

Artikel 9

In de Franse tekst ware het beter te schrijven « L'accoucheuse a l'obligation de se tenir... » in plaats van « L'accoucheuse est tenue de se tenir... ».

Artikel 10

Voorgesteld wordt de tekst aan te passen als volgt :

« De overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden bestraft met de straffen bepaald in het koninklijk besluit nr. 78... (voorts zoals in het ontwerp) ».

De kamer was samengesteld uit :

de heren :

J. Nimmegeers, kamervoorzitter;

J. Vermeire;

Mevr. S. Vanderhaegen,
staatsraden;

de heren :

G. Schrans en E. Wymeersch, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. F. Lievens, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van Mevr. S. Vanderhaegen.

Het verslag werd uitgebracht door de heer M. Van Damme, auditeur.

De griffier,
F. Lievens.

De voorzitter,
J. Nimmegeers.

Rapport de l'Académie royale de Médecine de Belgique concernant le projet d'arrêté royal se rapportant à l'exercice de la profession d'accoucheuse

La commission conjointe des deux Académies de Médecine était composée de MM. R. Vokaer, A. de Scoville et R. Lambotte, pour notre Compagnie, et de MM. M. Renaer (président), F. Uyttenbroeck, M. Thiery et P. De Schouwer (secrétaire) pour la « Koninklijke Academie voor Geneeskunde van België ».

Elle s'est réunie les 28 octobre et 25 novembre 1989.

Le projet d'arrêté royal 1989 se rapportant à l'exercice de la profession d'accoucheuse semble être une bonne adaptation de l'arrêté existant du 16 octobre 1962, au développement actuel de la profession en question, et tient compte des directives de la CEE.

Les Académies sont cependant d'avis que le texte doit être précisé à certains endroits et proposent donc les modifications appropriées. Elles estiment qu'il est indiqué de conserver la première partie de l'ancien article 6 (comme article 6bis), à condition d'indiquer au 3° les méthodes utilisées actuellement en anesthésie.

Changements proposés

N.B. les mots ajoutés et changés sont soulignés.

Article 1er.

Art. 2. § 1er. ... L'accoucheuse est habilitée à assumer sous sa responsabilité la surveillance des femmes enceintes pour lesquelles une grossesse à haut risque a été exclue, à pratiquer les accouchements dont l'évolution sera très probablement eutocique et à soigner et accompagner la mère et l'enfant au cours du post-partum normal.

§ 2. La grossesse normale et l'accouchement eutocique sont l'ensemble des phénomènes physiologiques, mécaniques et psychologiques qui aboutissent à l'expulsion spontanée, à terme, d'abord du fœtus en présentation du sommet, et ensuite du placenta.

§ 3.

§ 4. L'accoucheuse tiendra à jour un dossier obstétrical pour chaque cliente prise en charge. Le dossier mentionnera notamment les noms d'un gynécologue et d'une institution hospitalière de référence, choisis d'un commun accord par les personnes concernées.

Art. 3.

Art. 4. Dans l'exercice de sa profession, l'accoucheuse veillera à l'application stricte des règles d'hygiène tant pour la mère et l'enfant que pour elle-même.

Art. 5. § 1er. A l'occasion de la surveillance de la grossesse, l'accoucheuse doit engager la femme enceinte à se soumettre à un examen médical au début et au cours du dernier trimestre de la grossesse.

§ 2. L'accoucheuse peut établir le diagnostic de la grossesse; elle doit procéder au dépistage des grossesses à haut risque en pratiquant les examens suivants :

- 1° 2°, 3°, 4°, 5°, 6°
- 7° toucher vaginal et examen au speculum;
- 8° surveillance par toco-cardiographie;
- 9° demande d'échographie effectuée par un médecin spécialisé;

10° demande d'analyses du sang et autres examens complémentaires dans le cadre de l'exercice de l'obstétrique.

§ 3.

Art. 6. Au cours de la parturition, l'accoucheuse peut :

- pratiquer l'amniotomie pour autant que la présentation ne soit plus refoulable;
- administrer les médicaments de la liste prévue en application de l'article 5, § 3, alinéa 2;

Verslag van de Koninklijke Academie voor Geneeskunde van België nopens het ontwerp van koninklijk besluit betreffende de uitoefening van het beroep van vroedvrouw

De gemeenschappelijke commissie was samengesteld uit de heren M. Renaer (voorzitter), F. Uyttenbroeck, en M. Thiery, P. De Schouwer (secretaris) voor de Koninklijke Academie voor Geneeskunde van België, en uit de heren R. Vokaer, A. de Scoville en R. Lambotte voor de « Académie royale de Médecine de Belgique ».

Zij vergaderde op 28 oktober en 25 november 1989.

Het ontwerp van het koninklijk besluit 1989 betreffende het beroep van vroedvrouw blijkt een goede aanpassing te zijn van het bestaande besluit van 16 oktober 1962 aan de huidige ontwikkeling van het betrokken beroep, en houdt rekening met de richtlijnen van de EEG.

De Academiën zijn echter van oordeel dat de tekst op enkele plaatsen kan gepreciseerd worden en stellen daartoe gepaste wijzigingen voor. Meer bepaald achten zij het aangewezen het eerste deel van het vroegere artikel 6 te behouden (als artikel 6bis), mits in de 3° te wijzen op de thans gebruikte methodes van pijnverdooving.

Voorgestelde wijzigingen

N.B. de bijgevoegde en gewijzigde woorden zijn onderstreept.

Artikel 1.

Art. 2. § 1. ... van de zwangere bij wie een zwangerschap met verhoogd risico werd uitgesloten, om ... (In het Frans : « ...une grossesse à risque... »)

§ 2. ... die leiden tot de spontane uitdrijving à terme van de foetus in achterhoofdsligging en van de placenta. Schrappen : tussen de 38e en de 42e week van de zwangerschap. (In het Frans : « ... qui aboutissent à l'expulsion spontanée à terme du fœtus en présentation du sommet et du placenta »).

(Supprimer : entre la 38e et la 42e semaine de grossesse) ».

Supprimer : entre la 38 et la 42e semaine de grossesse.

§ 3.

§ 4. ... de naam van de gynécologue en de verzorgingsinstelling... (In het Frans : « ...les noms d'un gynécologue et d'une... »).

Art. 3.

Art. 4. Bij de uitoefening van het beroep zal de vroedvrouw waken over de strikte toepassing van de regels van hygiëne. (In het Frans : « ... à l'application stricte des règles d'hygiène... »).

Art. 5. § 1. Gedurende het volgen van de zwangerschap moet de vroedvrouw de zwangere aanzetten om zich aan een medisch onderzoek te onderwerpen in het begin van de zwangerschap en in de loop van het laatste trimester van de zwangerschap.

(In het Frans : « ...au début de la grossesse et au cours du dernier trimestre »).

§ 2. De vroedvrouw mag de diagnose van zwangerschap stellen; zij moet zwangerschappen met verhoogd risico opsporen door de volgende onderzoeken toe te passen :

- 1° 2°, 3°, 4°, 5°, 6°
- 7° vaginaal toucher en speculum onderzoek;
- 8° toezicht door toco-cardiografie;
- 9° aanvraag voor echografisch onderzoek uit te voeren door een gespecialiseerd geneesheer;

10° aanvragen voor bloedonderzoeken, enz.

(In het Frans : « ...

- 7° toucher vaginal et examen au speculum;
- 8° surveillance par toco-cardiographie;
- 9° demande d'échographie effectuée par un médecin spécialisé;
- 10° demande d'analyses du sang... ») etc.

§ 3.

Art. 6. Tijdens de partus mag de vroedvrouw :

- een amniotomie uitvoeren voor zover het voorliggend deel niet meer opdrukbaar is;
- de geneesmiddelen toedienen vermeld in de lijst opgesteld bij toepassing van artikel 5, § 2, alinéa 2;

(In het Frans : « ...les médicaments de la liste prévue en application de l'article 5, § 3, alinéa 2; »)

— procéder à toute suture du périnée ou d'une épisiotomie, à condition qu'il n'y ait pas de lésion sphinctérienne;

— pratiquer, en cas d'urgence, une exploration manuelle intratérine.

Art. 6bis. Il est notamment interdit à l'accoucheuse de procéder aux interventions suivantes :

- 1° Dilatation artificielle du col;
- 2° Application de forceps et ventouses;
- 3° Installation ou entretien, de sa propre initiative, d'une anesthésie générale, régionale ou locale, exception faite pour l'anesthésie locale nécessaire à la suture d'une épisiotomie;
- 4° Manceuvres de version interne ou d'extraction du siège, sauf en cas d'urgence avec souffrance fœtale aigue;
- 5° Décollement manuel du placenta, sauf en cas d'urgence;
- 6° Exploration manuelle de l'utérus, sauf en cas d'urgence; supprimer le reste.

Art. 7, 8, 9, 10, 11.

**1er FEVRIER 1991. — Arrêté royal
relatif à l'exercice de la profession d'accoucheuse**

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales, notamment les articles 2, § 2, et les articles 46 et 50, § 2, modifiés par la loi du 20 décembre 1974;

Vu la Directive 80/155/CEE du Conseil des Communautés européennes du 21 janvier 1980 visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'accès aux activités de la sage-femme et l'exercice de celles-ci, modifiée par la Directive 89/594/CEE du 30 octobre 1989;

Vu l'avis des Académies royales de Médecine de Belgique du 16 décembre 1989;

Considérant que l'avis des Académies ne peut être entièrement suivi;

Considérant, en effet, que l'exécution et l'entretien d'une anesthésie, notamment d'une anesthésie épidurale, est et doit rester un acte médical qui relève entièrement de la responsabilité et de la compétence des médecins anesthésistes, que cet acte ne peut dès lors en aucun cas, ni en aucune circonstance, être confié à une accoucheuse eu égard aux risques pour la mère et l'accouchement, ainsi que pour la femme durant le post-partum;

Vu l'avis du Conseil supérieur du Nursing;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. § 1er. L'accoucheuse autorisée à exercer en Belgique la profession d'accoucheuse ou à y accomplir des prestations en qualité d'accoucheuse, est habilitée à assumer sous sa responsabilité la surveillance de femmes enceintes pour lesquelles une grossesse à

— overgaan tot het hechten van perineum bij intacte aarsfincter of van een épisiotomie;

(In het Frans : « procéder à toute suture du périnée sans lésion sphinctérienne; »)

— een manuele exploratie van de baarmoeder uitvoeren bij dringende noodzaak.

Art. 6bis. Het is de vroedvrouw inzonderheid verboden de volgende handelingen te verrichten :

- 1° Kunstmatige dilatatie van de baarmoederhals;
- 2° Gebruik van de verlostang of van een zuignap;
- 3° Toepassing of onderhoud op eigen initiatief van algemene, regionale of lokale verdoving, uitgezonderd lokale anesthesie voor uitvoering en hechting van episiotomie;

4° Inwendige kring en extractie op een stuitligging, behalve in dringende gevallen van acute fœtale nood;

5° Manuele extractie van de placenta behalve in dringende gevallen;

6° Manuele exploratie van de baarmoeder, behalve in dringende gevallen;

(In het Frans : « Il est notamment interdit à l'accoucheuse de procéder aux interventions suivantes :

- 1° Dilatation artificielle du col;
- 2° Application de forceps et de ventouses;
- 3° Installation ou entretien, de épisiotomie;
- 4° ...sauf en cas d'urgence avec souffrance fœtale aigue;
- 5°
- 6° ...sauf en cas d'urgence. (supprimer le reste) ».

Art. 7. ...de verschillende stadia van de bevalling en het post-partum pathologische tekens vaststelt.

Art. 8, 9, 10, 11.

**1 FEBRUARI 1991. — Koninklijk besluit
betreffende de uitoefening van het beroep van vroedvrouw**

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies, inzonderheid op de artikelen 2, § 2, en op de artikelen 46 en 50, § 2, gewijzigd bij de wet van 20 december 1974;

Gelet op de Richtlijn nr. 80/155/EEG van de Raad van Europese Gemeenschappen van 21 januari 1980 inzake de coördinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende de toegang en de uitoefening van de werkzaamheden van de verloskunde, gewijzigd bij de Richtlijn 89/594/EEG van 30 oktober 1989;

Gelet op het advies van de Koninklijke Academiën voor Geneeskunde van België van 16 december 1989;

Overwegende dat het advies van de Academiën niet volledig kan worden gevolgd;

Overwegende inderdaad dat het uitvoeren en het instandhouden van een anesthesie, ondermeer van een epidurale anesthesie een medische handeling is en moet blijven die volledig onder de verantwoordelijkheid en de bevoegdheid van de geneesheren-anesthesisten valt, dat deze handeling bijgevolg in geen geval en onder geen enkele omstandigheid aan een vroedvrouw mag worden toevertrouwd, gelet op de risico's voor moeder en kind in de loop van de arbeid en de bevalling alsmede voor de vrouw tijdens de postpartumperiode;

Gelet op het advies van een Hoge Raad voor het Verplegingswezen;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. De vroedvrouw welke gerechtigd is in België het beroep van vroedvrouw uit te oefenen of er prestaties als vroedvrouw te verrichten is bevoegd om onder eigen verantwoordelijkheid het toezicht op zich te nemen van de zwangere vrouw bij wie

haut risque a été exclue, à pratiquer les accouchements dont l'évolution sera très probablement eutocique et à soigner et accompagner la mère et l'enfant au cours du post-partum normal.

La grossesse normale et l'accouchement eutocique sont l'ensemble des phénomènes physiologiques, mécaniques et psychologiques qui aboutissent à l'expulsion spontanée, à terme, d'abord du fœtus en présentation du sommet et ensuite du placenta.

§ 2. L'accoucheuse est tenue de prendre les dispositions nécessaires pour remédier dans les plus brefs délais à des complications imprévues.

§ 3. L'accoucheuse tiendra à jour un dossier obstétrical pour chaque cliente prise en charge. Le dossier mentionne notamment le nom du gynécologue et la dénomination de l'hôpital auxquels la cliente souhaite être renvoyée.

Art. 2. L'accoucheuse doit disposer du matériel nécessaire pour assurer :

- la préparation à l'accouchement, donner des conseils aux parents, en matière d'hygiène et d'alimentation;
- + l'établissement du diagnostic de grossesse;
- la surveillance de la grossesse;
- l'exécution de l'accouchement et les premiers soins au nouveau-né;
- les soins et la surveillance du post-partum.

Art. 3. Dans l'exercice de sa profession, l'accoucheuse veillera à l'application stricte des règles d'hygiène tant pour la mère et l'enfant que pour elle-même.

Elle informe les parents des directives émanant des instances compétentes en matière d'information et de planification familiales.

Art. 4. § 1er. Au cours de la surveillance du déroulement de la grossesse, l'accoucheuse doit engager la femme enceinte à se soumettre à un examen médical au début et au cours du dernier trimestre de la grossesse.

§ 2. L'accoucheuse peut établir le diagnostic de la grossesse et doit procéder au dépistage des grossesses à haut risque en effectuant les examens et actes suivants ou en veillant qu'ils soient effectués :

- 1° pesée;
- 2° examen des urines;
- 3° vérification de la tension artérielle;
- 4° mesure de la hauteur du fond utérin;
- 5° palpation abdominale;
- 6° auscultation des bruits du cœur fœtal;
- 7° toucher vaginal et examen au spéculum;
- 8° surveillance par toco-cardiométrie;
- 9° demande d'échographie effectuée par un médecin spécialisé;
- 10° demande d'analyses du sang et autres examens complémentaires dans le cadre de l'exercice de l'obstétrique.

Art. 5. Au cours de la parturition, l'accoucheuse peut :

- pratiquer l'amniotomie pour autant que la présentation ne soit plus refoutable;
- pratiquer l'épisiotomie;
- appliquer les mesures de réanimation;
- procéder à toute suture du périnée, également en cas d'épisiotomie, à condition qu'il n'y ait pas de lésion sphinctérienne;
- collaborer à la surveillance de la parturiente sous anesthésie ou analgésie.

Art. 6. Il est notamment interdit à l'accoucheuse de procéder aux interventions suivantes :

1. Dilatation artificielle du col;
2. Application de forceps et de ventouse;
3. Exécution ou entretien d'une anesthésie générale, régionale ou locale, excepté l'anesthésie locale pour l'exécution et la suture d'une épisiotomie;
4. Manœuvre de version interne et d'extraction du siège sauf en cas d'urgence avec souffrance fœtale aiguë;
5. Décèlement manuel du placenta, sauf en cas d'urgence;
6. Exploration manuelle de l'utérus, sauf en cas d'urgence.

een zwangerschap met verhoogd risico werd uitgesloten, om bevallingen te verrichten waarvan de evolutie zeer waarschijnlijk normaal zal verlopen, alsook om de begeleiding en verzorging van moeder en kind gedurende het normale post-partum waar te nemen.

De normale zwangerschap en de normale bevalling zijn het geheel van fysiologische, mechanische en psychologische verschijnselen die leiden tot de spontane uitdrijving à terme vooreerst van de fœtus in achterhoofdsligging en vervolgens van de placenta.

§ 2. De vroedvrouw is verplicht de nodige schikkingen te nemen om onvoorziene verwickelingen binnen de kortst mogelijke tijd te verhelpen.

§ 3. De vroedvrouw is verplicht een verloskundig dossier bij te houden van elke ten laste genomen cliënte. Het dossier vermeldt inzonderheid de naam van de gynécoloog en de benaming van het ziekenhuis, waarnaar de cliënte wenst te worden verwezen.

Art. 2. De vroedvrouw dient over het nodige materieel te beschikken om :

- ter voorbereiding van de bevalling, aan de ouders raadgevingen te verstrekken over hygiëne en voeding;
- de diagnose van de zwangerschap te stellen;
- de zwangerschap te volgen;
- de bevalling uit te voeren en de eerste zorgen aan de pasgeborene toe te dienen;
- tijdens het post-partum de verzorging te verzekeren en het toezicht uit te oefenen.

Art. 3. Bij de uitoefening van het beroep zal de vroedvrouw waken over de strikte toepassing van de regels van hygiëne zowel tegenover de moeder en het kind als tegenover zichzelf.

Zij licht de ouders in over de richtlijnen van de inzake gezinsvoeding en -planning bevoegde instanties.

Art. 4. § 1. Gedurende het toezicht op het verloop van de zwangerschap moet de vroedvrouw de zwangere vrouw aanzetten om zich aan een medisch onderzoek te onderwerpen in het begin van de zwangerschap en in de loop van het laatste trimester van de zwangerschap.

§ 2. De vroedvrouw mag de diagnose van de zwangerschap stellen en moet zwangerschappen met verhoogd risico opsporen door de volgende onderzoeken en handelingen te verrichten of door erop toe te zien dat deze uitgevoerd worden :

- 1° het wegen;
- 2° urine-onderzoek;
- 3° meten van de bloeddruk;
- 4° meten van de hoogte van de baarmoederfundus;
- 5° abdominale palpatie;
- 6° beluisteren van de foetale harttonen;
- 7° vaginaal toucher en speculum onderzoek;
- 8° toezicht door toco-cardio-metrie;
- 9° aanvraag voor echografisch onderzoek uit te voeren door een gespecialiseerd geneesheer;
- 10° aanvragen van bloedonderzoeken en andere aanvullende onderzoeken in het kader van de uitoefening van het beroep.

Art. 5. Tijdens de partus mag de vroedvrouw :

- een amniotomie uitvoeren voor zover het voorliggend deel niet meer opdrukbaar is;
- een episiotomie toepassen;
- toepassen van reanimatiemaatregelen;
- bij intacte aarssfincter overgaan tot het hechten van het perineum, ook in geval van een episiotomie;
- medewerking verlenen bij het toezicht op de parturiente onder anesthesie of analgesie.

Art. 6. Het is de vroedvrouw inzonderheid verboden de volgende handelingen te verrichten :

1. Kunstmatige dilatatie van de baarmoederhals;
2. Gebruik van de verlostang of de zuignap;
3. Uitvoeren of instandhouden van een algemene, regionale of lokale verdoving uitgezonderd lokale anesthesie voor de uitvoering en de hechting van een episiotomie;
4. Inwendige kering en extractie op stuitligging behalve in dringende gevallen van acute foetale nood;
5. Manuele extractie van de placenta behalve in dringende gevallen;
6. Manuele exploratie van de baarmoeder behalve in dringende gevallen.

Art. 7. Lorsque la surveillance de la grossesse et durant les différents stades de l'accouchement et du post-partum, l'accoucheuse observe des signes pathologiques, elle doit faire appel à l'assistance d'un médecin ou décider du transfert en milieu hospitalier. Dans les deux cas elle prendra les mesures qui s'imposent.

Art. 8. En cas de décès maternel ou néonatal, l'accoucheuse doit de toute urgence faire appel au médecin.

Art. 9. L'accoucheuse a l'obligation de se tenir au courant, par une formation permanente, de l'évolution dans le domaine de l'obstétrique.

Art. 10. Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont punies des peines prévues à l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales.

Art. 11. L'arrêté royal du 16 octobre 1962 relatif à l'exercice de la profession d'accoucheuse est abrogé.

Art. 12. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 1er février 1991.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
Ph. BUSQUIN

Art. 7. Indien de vroedvrouw gedurende het toezicht op het verloop van de zwangerschap en tijdens de verschillende stadia van de bevalling en het post-partum pathologische tekens vaststelt moet ze beroep doen op een geneesheer of de overbrenging naar een ziekenhuis beslissen. In beide gevallen dient ze de nodige maatregelen te treffen.

Art. 8. In geval van maternele of neonatale sterfte moet de vroedvrouw onmiddellijk een geneesheer verwittigen.

Art. 9. De vroedvrouw is verplicht via een permanente vorming, zich op de hoogte te houden van de evolutie van de verloskunde.

Art. 10. De overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden bestraft met de straffen bepaald in het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunde, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies.

Art. 11. Het koninklijk besluit van 16 oktober 1962 betreffende de uitoefening van het beroep van vroedvrouw wordt opgeheven.

Art. 12. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 1 februari 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
PH. BUSQUIN

MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 91 -- 869 (91 -- 444)

10 DECEMBRE 1990. -- Loi visant à aligner la procédure d'appel militaire sur la procédure d'appel ordinaire en matière pénale. -- Errata

Moniteur belge n° 35 du 19 février 1991, p. 3206 :

Dans le texte néerlandais de l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, lire « *besluitwet* » au lieu de « *besluit* ».

Dans le texte néerlandais de l'article 1^{er}, alinéa 3, lire « *dichtstbijgelegen* » au lieu de « *dichtstbijgeleden* ».

Dans le texte français de l'article 1^{er}, alinéa 4, lire « *En temps de guerre ou si la chambre de la Cour saisie de l'affaire siège hors du territoire belge, le président désigne comme défenseur, à défaut d'avocat, un docteur ou un licencié en droit, à défaut de docteur ou de licencié en droit, il désigne un officier et, à défaut d'officier, une personne estimée capable de se charger de la défense.* »

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 91 -- 869 (91 -- 444)

10 DECEMBER 1990. -- Wet strekkende tot gelijkstelling van de militaire beroepsprocedure met de gewone beroepsprocedure in strafzaken. -- Errata

Belgisch Staatsblad nr. 35 van 19 februari 1991, bl. 3206 :

In de Nederlandse tekst van artikel 1, eerste lid, lezen « *besluitwet* » in plaats van « *besluit* ».

In de Nederlandse tekst van artikel 1, derde lid, lezen « *dichtstbijgelegen* » in plaats van « *dichtstbijgeleden* ».

In de Franse tekst van artikel 1, vierde lid, lezen « *En temps de guerre ou si la chambre de la Cour saisie de l'affaire siège hors du territoire belge, le président désigne comme défenseur, à défaut d'avocat, un docteur ou un licencié en droit, à défaut de docteur ou de licencié en droit, il désigne un officier et, à défaut d'officier, une personne estimée capable de se charger de la défense.* »

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 91 -- 870

18 JANVIER 1991. -- Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 24 juillet 1990, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour le port de Gand, modifiant la convention collective de travail du 9 octobre 1975, fixant la cotisation des employeurs pour le « *Fonds voor Bestaanszekerheid aan de haven van Gent* » (1)

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, notamment l'article 2;

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 91 -- 870

18 JANUARI 1991. -- Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 24 juli 1990, gesloten in het Paritair Subcomité voor de haven van Gent, tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 9 oktober 1975, tot vaststelling van de werkgeversbijdrage aan het « *Fonds voor Bestaanszekerheid aan de haven van Gent* » (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

(1) Voir note à la page suivante.

(1) Zie noot op de volgende bladzijde.